

**Lettre ouverte à un socialiste du « non »
Raoul-Marc Jennar**

Cher Camarade,

Oui, tu m'es cher parce que nous avons pendant des mois partagé la fraternité d'un combat commun qui nous a valu non seulement d'exprimer une même conviction, mais de subir aussi le dénigrement et l'insulte de ceux qui pensent différemment.

Comme des milliers d'autres, avec bon nombre de militants de gauche, membres ou non d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une association, je me suis battu sans compter pour que soit rejeté le traité constitutionnel européen parce qu'il allait à l'encontre des valeurs qui définissent une société de solidarité et de justice. Comme des milliers d'autres, j'entends rester cohérent avec ma démarche et fidèle à mes convictions. Ce qui m'incite aujourd'hui à t'écrire.

Je le fais parce que, comme beaucoup d'autres qui se situent résolument dans la volonté de construire une société différente de celle que nous impose le néolibéralisme, je ne comprends pas. Comme beaucoup d'autres, j'attendais du congrès du PS la clarification. Et nous avons son contraire : la synthèse.

Si je peux comprendre que la hantise de la division guide les militants d'un parti, d'un syndicat ou d'une association, je ne comprends pas qu'elle prime sur la nécessité de choix clairs dont on a impérativement besoin en démocratie si on ne veut pas décevoir, si on ne veut pas démobiliser, si on veut éviter que les citoyennes et les citoyens se détournent de la chose publique.

Avec nous, tu as dit « non » à un projet de traité constitutionnel européen qui imposait durablement un projet de société caractérisé par le déclin des pratiques démocratiques, le rejet de la laïcité, la négation de l'autonomie de la femme, la primauté de l'économie sur le politique, la régression des droits sociaux, la disparition des services publics, l'abandon de la solidarité au profit de la compétition, le productivisme, la généralisation du dumping social et des précarités, l'aliénation définitive à l'OTAN.

Notre combat n'était pas une parenthèse qu'on puisse aujourd'hui refermer. Nous ne nous sommes pas battus pour qu'en fin de compte, l'effort premier soit de « dépasser » ce qui nous a opposés aux partisans de ce projet de société.

Nous attendions cette clarification de ton parti parce qu'il réunit des partisans de deux modèles de société différents, parce que nous espérions que le « tous ensemble » du non au néolibéralisme transcenderaient les allégeances partitiques, parce que nous espérions que la « rupture » tant évoquée à nos côtés du haut des estrades et des tribunes serait préférée à l'heure des choix sur une option décisive.

Nous l'attendions d'autant plus que nous gardons en mémoire les espérances déçues de 1981 et de 1997 et que nous espérions qu'enfin soient tirées les leçons du 21 avril 2002.

Nous ne comprenons pas qu'il puisse y avoir synthèse entre partisans et adversaires d'une Europe néolibérale. D'autant moins que l'affaire n'est pas réglée, que l'acte de décès du TCE n'a pas été délivré et que nombreux sont ceux en France (de Giscard à Lipietz) et ailleurs (la Commission européenne, la nouvelle chancelière d'Allemagne et bien d'autres chefs d'État et de gouvernement) qui entendent « ne pas renoncer à la Constitution ».

Voici donc réunis Pascal Lamy et Jean-Luc Mélenchon, Dominique Strauss Kahn et Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant et Vincent Peillon, Ségolène Royal et Marie-Noëlle Lieneman !

Voici donc réunis les gardiens de l'ordre toujours prêts à limiter les libertés fondamentales et ceux qui s'en prétendaient les protecteurs.

L'ovation faite à Romano Prodi par un congrès enthousiaste, la bousculade des dirigeants pour se faire photographier à ses côtés en disent long sur la réalité du PS. Si on peut comprendre que toute la gauche radicale italienne se soit ralliée, sans illusion sur les perspectives antilibérales, au seul candidat susceptible de mettre fin à l'omniprésence berlusconienne, rien ne justifie un tel soutien en France.

Romano Prodi, c'est le plus haut responsable de la stratégie de Lisbonne, de la proposition Bolkestein, de la levée du moratoire sur les OGM, du mandat ultralibéral pour négocier à l'OMC, d'un élargissement de l'UE qui renonce à toute forme d'harmonisation et organise la compétition entre les Européennes et les

Européens. Prodi qui s'est réjoui du coup d'Etat contre Chavez avant d'apprendre qu'il avait échoué. Prodi qui était d'accord pour livrer à la CIA les informations confidentielles sur les citoyens européens se rendant aux USA. Prodi, qui fut pendant dix ans membre du bureau exécutif du groupe de Bildeberg, incarne à la perfection le néolibéralisme que les socialistes du « non » avaient déclaré vouloir combattre

Nous avons le sentiment d'être lâchés. Nous avons l'impression qu'une fois de plus, nous avons eu tort de faire confiance à des socialistes.

Force est donc, Cher Camarade, d'acter que nos chemins désormais divergent.

Pour nous, à la gauche du PS, il faut maintenant tirer les conséquences de ce qui vient de se passer. Car le refus de la clarification entre responsables du PS est une clarification en soi. Il serait irresponsable d'entretenir l'illusion qu'une alternative au néolibéralisme soit possible avec une Aubry, une Royale, un Hollande, un Kouchner, un Lang ou un Strauss-Kahn et leurs nouveaux associés.

Il nous revient d'agir pour que notre « non » et tout ce dont il est porteur ne soit pas dissout dans les rivalités entre partis, syndicats ou associations. Il nous faut exiger l'unité à la gauche du PS. Cette unité que nous avons faite à la base, entre sympathisants et militants, mais aussi entre femmes et hommes sans attaches à un parti. Cette unité, qui a vu des militantes et des militants surmonter les divisions du siècle passé, qui a vu des citoyennes et des citoyens maîtriser les inquiétudes que peut susciter parfois le comportement des partis, qui a vu la fraternité en action pour que triomphe une cause juste, cette unité n'appartient à personne, à aucun parti, à aucun syndicat, à aucune association en particulier. Elle appartient à tous. Elle est notre bien commun. Elle est notre force.

A nous de nous en servir pour qu'émerge un mouvement antilibéral unitaire capable de traduire, dans les luttes comme dans les urnes, notre capacité à imposer l'alternance.